

Communistes

www.PCF.fr

Nous combattons de toutes nos forces le choix de l'austérité (p. 3)



Vidéo

À l'ordre, l'ordre, l'ordre,
nous vous répondrons
toujours : justice,
justice, justice !
André Chassaigne
à l'Assemblée

Débat au PCF : mode d'emploi (p. 4)

Puy-du-Fou

« L'État de droit, ça n'est pas intangible, ni sacré » : les propos de Bruno Retailleau en disent long sur la nature du gouvernement Barnier. En gros il nous dit que la garantie des libertés publiques, la séparation des pouvoirs, les droits de la défense, tout ça n'est ni intangible, ni sacré. Guillaume Tabard du *Figaro* nous explique benoîtement que le ministre s'est mal exprimé, il voulait parler en fait de l'état « du » droit et non de l'État « de » droit. On nous prend pour des ânes. À ce propos, faudrait que quelqu'un de l'entourage de Retailleau lui signale qu'il n'est plus cavalier dans les spectacles du Puy-du-Fou mais ministre de l'Intérieur. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« **Donnez au PCF
les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Manifestation du 1^{er} octobre



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

Les 5 & 6 octobre : Les Amis de l'Humanité Romorantin-Sologne tiennent leur salon du livre, avec comme tête d'affiche Gérard Mordillat et bien d'autres autrices et auteurs, suivi le dimanche matin par la Fête Humanité Sologne avec un débat : Quelles propositions pour vivre et travailler au pays. Il est organisé un banquet républicain sur inscription au tarif de 22 euros, et en terminant par un concert : la Bande à Pierrot. Le lieu du rendez-vous est à Villefranche-sur-Cher, salle Espace Sologne.

5 octobre 2024 : Deuxième journée « Communistes dans l'ESS »

La deuxième journée Communistes dans l'ESS, organisée par la commission nationale ESS du PCF, aura lieu le **samedi 5 octobre, de 9h30 à 17h30**, en présentiel au siège du PCF place du Colonel-Fabien, et en visio pour ceux et celles qui ne peuvent pas faire le déplacement. Cette journée se tient dans un contexte politique particulier, où l'ESS s'est mobilisée politiquement comme jamais face aux graves menaces que l'extrême droite représente pour ses valeurs, voire sa survie. La victoire du Nouveau Front populaire qui ouvre de nouvelles voies de lutte, renforce la nécessité pour le Parti communiste d'être à l'écoute de ce qui se construit dans l'ESS, de le répercuter politiquement et d'y participer pour protéger et développer toutes les valeurs communistes portées par l'ESS.

Information et inscription sur <http://ess-pcf.fr>

12 octobre de 11 h à minuit : Les communistes du pays de Fougères organisent leur fête annuelle du *Journal Avec Vous* à la salle de la Forairie. Au programme : débats, karaoké, pièce de théâtre, galette, saucisse, crêpes et repas convivial. En présence de Léon Deffontaines, porte-parole du PCF.

19 & 20 octobre : 83^e anniversaire de l'hommage aux fusillés de Château-briant. Pour les Francilien-nes, AR en bus, repas & hébergement, 90 €. Informations et inscriptions : Olivier Gault 0686284711 / olivier.gault@laposte.net

19 & 20 octobre : Les communistes de Savoie organisent, comme chaque année, la fête de leur journal les *Allobroges savoyards*, plus connu sous le nom de *Les Allos...* Cette fête se tiendra au scarabée à Chambéry (Chambéry le Haut...). Moment de débats, de rencontres de concerts, de restauration...

16 & 17 novembre : Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique... Entrée à partir de 20 €, gratuit pour les - de 12 ans. Parc des Expositions, Rouen (76)

23 & 24 novembre, à partir de 11 h : 33^e Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats... Entrée 20 € les 2 jours, tarif solidaire 10 €, 1 jour 14 €. Parc des expositions, Lorient (56)

Nous combattons de toutes nos forces le choix de l'austérité

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre fait le choix de la poursuite de la politique du Président de la République qui a échoué et a été massivement sanctionnée dans les urnes par les Françaises et les Français.

Une boussole est au cœur des annonces de Michel Barnier : mener une politique d'austérité confirmant que les deux tiers de la réduction du déficit public, plus de 20 milliards d'euros, seront assurés par la réduction des dépenses de l'État et des collectivités, affaiblissant ainsi les services publics de proximité et l'ensemble de notre économie. Il confirme ainsi un cap : servir le capital, au détriment du travail et de la réponse aux besoins des Français et des Françaises en métropole comme dans les Outre-Mer, des TPE-PME dont le nombre de faillites atteint un record, et des collectivités dont les ressources ne cessent d'être amputées.

Les salariés, leurs salaires et retraites, sont les grands absents de cette déclaration.

Des millions de salariés demandent de véritables hausses de salaire pour un travail qui paie, et ils obtiennent pour seule réponse une revalorisation minimale anticipée du Smic et les fausses recettes libérales que sont l'intéressement et la participation salariée.

Des millions de salariés demandent l'abrogation de la réforme des retraites, et celle-ci est rejetée par le Premier ministre qui confirme qu'aucun moyen supplémentaire ne sera dégagé au nom de « l'équilibre financier ».

Quant aux enseignants et soignants mobilisés au



quotidien au service de nos concitoyennes et concitoyens, ils n'obtiennent rien d'autre qu'une vague promesse de renforts de bénévoles retraités !

Et aucune mesure n'est annoncée pour l'avenir de la jeunesse du pays, traitée sous le seul angle de la délinquance, celle-ci se voit stigmatisée et la justice des mineurs menacée de destruction.

En matière d'immigration, le Premier ministre cède à l'argumentaire du Rassemblement national, comme en témoigne notamment sa volonté de renforcer Frontex et ses pratiques contraires aux droits humains.

Pire, le Premier ministre décide d'aller plus loin dans l'austérité, comme en témoignent les plafonds de dépenses prévus dans le cadre du budget 2025, en baisse de 10 milliards d'euros, touchant massivement le travail et l'emploi.

Au regard de ces choix, la surtaxe sur les grandes

entreprises — qui n'est en fait qu'un retour, pour une petite minorité de grandes entreprises, sur certains cadeaux fiscaux accordés par Emmanuel Macron — vise à masquer cette nouvelle cure d'austérité. L'heure est à une remise à plat total de la politique d'exonérations et d'aides publiques aux entreprises, pour servir le progrès social et écologique.

Nous combattons de toutes nos forces le choix de l'austérité. La France a besoin d'un nouveau mode de développement, éradiquant le chômage et garantissant un emploi de qualité pour tous et toutes et la formation, davantage de dépenses orientées vers une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays et le développement des services publics.

En matière de politique étrangère, la voix de la France ne sera pas plus forte avec Michel Barnier, alors même que la situation européenne et mondiale, les risques d'escalade en Ukraine et au Proche-Orient appellent plus que jamais une voix indépendante de la France et une diplomatie au service de la paix.

Aux côtés de nos parlementaires qui appellent à censurer ce gouvernement, le PCF salue les organisations syndicales qui ont organisé une première journée d'action interprofessionnelle. Il appelle à amplifier la mobilisation pour combattre la politique du gouvernement Barnier. ✪

Paris, le 1er octobre 2024

Fabien Roussel

secrétaire national du PCF

Préparation de la conférence nationale

Les communistes ouvrent le débat

Le débat des communistes pour la conférence nationale du 14 décembre est désormais ouvert. Dans un contexte politique marqué par la progression constante de l'extrême droite et par l'incapacité de la gauche et du mouvement social à marquer un coup d'arrêt à la politique néolibérale du camp présidentiel, malgré une mobilisation record dans les urnes et la victoire du Nouveau Front populaire aux législatives de cet été, les communistes ont besoin de débattre.

Le 39e congrès du PCF a posé des ambitions importantes pour notre parti. Face au défi de civilisation et à la crise de régime que connaît la France, les communistes ont analysé l'actualité du projet communiste. Révolution pour la paix, révolution des rapports de production, révolution écologique et dans tous les rapports entre humains, contre les dominations... Ces constats ouvrent un chantier conséquent pour que le PCF soit l'outil au service du rassemblement majoritaire du monde du travail. Le congrès a appelé à un grand mouvement de conquête de nouveaux droits pour le monde du travail, de nouveaux biens communs, à la conquête d'un nouveau pacte républicain, appuyé par la démocratisation du régime, le déploiement du mouvement féministe et la relance d'un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Pour pouvoir porter ces objectifs ambitieux, le parti communiste doit être renforcé. Adhésions, forma-



tion, promotion des cadres, qualité des analyses et du niveau du débat au sein de nos instances... la poursuite du redéploiement du PCF a été entamée. Force est de constater que face à l'ensemble de ces chantiers, la tâche est ardue et que nous demeurons aujourd'hui un parti affaibli. Nos scores électoraux ne sont pas satisfaisants et si nous agissons utilement au sein du Nouveau Front populaire, notre poids n'est pas suffisant pour déterminer l'orientation de la reconstruction de la gauche que nous souhaitons.

La conférence nationale est organisée autour de trois questions. La première porte sur notre analyse des séquences électorales des européennes et des législatives et des conséquences que nous en tirons pour préparer les prochaines élections. La deuxième interroge les moyens de gagner en effi-

cacité dans la lutte contre l'extrême droite et les politiques capitalistes. La troisième, enfin, pose la question des campagnes politiques et idéologiques prioritaires à mener et des changements que nous devons opérer au sein de notre organisation pour les déployer.

Nous avons besoin de nous rassembler pour débattre de la mise en œuvre de nos orientations de congrès. De tirer un bilan à mi-parcours de nos objectifs de structuration, de faire le point sur les grands débats que les communistes ont souhaité nourrir sur ce mandat de 2023 à 2026, pour nous redéployer avec confiance et détermination vers les entreprises, les services publics, le monde du travail, dans nos quartiers et nos villages. ✪

Elsa Koerner
membre du CN

84^e Congrès HLM à Montpellier

24-26 septembre 2024

Ce congrès a permis au PCF d'être fortement représenté au Congrès HLM. Deux temps forts se sont tenus : une conférence de presse qui a réuni nos parlementaires, élus, représentants des locataires et des bailleurs, des syndicalistes ; et une rencontre avec la Coopérative des élus communistes et la commission Logement

À l'issue du congrès, le PCF alerte à nouveau sur l'ampleur et la gravité de la crise du logement. Une crise historique qui touche des millions de nos concitoyens en incapacité de trouver un logement digne et abordable. Dans ce contexte d'aggravation, ce congrès a marqué une étape décisive en témoignant d'un consensus unanime autour de la nécessité de réponses urgentes et fortes face à cette situation.

Bailleurs et entreprises, élus de gauche comme de droite s'accordent sur le constat et l'urgence de la crise du logement. Les débats ont mis en lumière les besoins pressants auxquels sont confrontés les ménages, particulièrement les plus précaires, face à la montée des prix de l'immobilier, à l'attribution du marché locatif privé et l'explosion des meublés touristiques, à la diminution du parc de logements sociaux et à la persistance des inégalités territoriales.

Le PCF, acteur historique dans la défense du droit au logement, appelle à remettre d'urgence à l'ordre du jour une vraie politique en la matière, notamment par une augmentation massive de la construction de logements sociaux (200 000 par an et 700 000 loge-



ments réhabilités) et l'abandon de politiques dont le seul effet a été de ralentir la réponse aux besoins.

Des mesures font consensus auprès des parlementaires. Stéphane Peu, député PCF, a remis à la nouvelle ministre du Logement un projet de loi, mesures qui peuvent être mises en place rapidement : redonner des moyens aux bailleurs pour permettre de relancer la construction. D'autres mesures d'urgence peuvent répondre très rapidement et concrètement à la crise : La réduction de la TVA sur la construction, le soutien accru aux primo-accédants, l'augmentation de la taxe sur les résidences secondaires et des logements vacants, et la lutte beaucoup plus volontaire sur les meublés touristiques ; ainsi que sur l'encadrement des loyers. Il y a une nécessité également à aider les maires bâtisseurs mais également à sanctionner les maires récalcitrants à appliquer la loi SRU, par idéologie

Le PCF est prêt, comme il l'a fait dans le passé, à travailler avec toutes les forces progressistes et les

membres du secteur HLM pour trouver un débouché politique à ce consensus. « Nous l'avons fait à la Libération lorsque nous avons contribué à la reconstruction de la France et au développement du logement social, nous pouvons le faire aujourd'hui », a déclaré Stéphane Peu, lors de la clôture du congrès. « Il est de notre responsabilité, au nom de l'intérêt général, de proposer des solutions concrètes pour garantir à chacun un toit. »

Au-delà de ces discussions et engagements partagés, le PCF appelle le gouvernement à prendre ses responsabilités et à mettre en œuvre ces mesures essentielles sans délai. Les moyens doivent être au rendez-vous pour construire, rénover, et faire en sorte que chaque citoyen puisse se loger dignement, dans des conditions qui respectent les exigences écologiques et sociales de notre temps.

La lutte pour le logement doit être une priorité nationale.

Elle nécessite des engagements politiques clairs et une mobilisation collective de tous les acteurs, au service de l'intérêt général. Le PCF continuera de porter ces revendications dans les mois à venir, au Parlement comme sur le terrain.✪

Sylvie Vinceneux

animatrice commission nationale Logement PCF

TRIBUNE (cliquer)

Congrès HLM Montpellier – 24,25,26 septembre 2024 Sortir de la crise par un plan de redressement national en faveur du logement public

Philippine, plus jamais ça !

Le corps de Philippine, 19 ans, a été retrouvé le samedi 21 septembre dernier à Paris. J'adresse tout d'abord toutes mes condoléances à sa famille, ses amis et ses proches. C'est toute la nation qui devrait unanimement condamner un crime d'une telle atrocité.

En France, une femme est assassinée tous les trois jours par son conjoint ou ex-conjoint. Les viols, à l'image des terribles sévices vécus par Gisèle Pélicot et les féminicides, ne sont pas des "faits divers". Ils sont le produit de violences systémiques faites aux femmes dans notre société. Or, comme l'affirment les associations féministes depuis de nombreuses années, l'État ne conduit pas une politique globale de lutte contre ces violences et n'y associe pas les moyens suffisants pour les éradiquer.

L'homme suspecté de l'avoir tuée était connu de la justice, car condamné en 2021 pour un viol commis en 2019. Libéré depuis le mois de juin, il était également sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). En effet, la loi prévoit qu'une personne en situation irrégulière et condamnée à au moins 5 ans d'emprisonnement, comme c'est le cas dans ce drame, soit renvoyée dans son pays.

Dans ce drame qui émeut tous les Français et les Françaises, les défaillances de l'État sont donc encore une fois, trop nombreuses, notamment le

non-respect des obligations de pointage et d'assignation à résidence. Il révèle le manque de moyens dont dispose la justice pour remplir ses missions. Mais l'utilisation par l'extrême droite de la décision d'OQTF pour faire le lien entre le crime et la nationalité de l'auteur est profondément xénophobe et empêche une analyse précise de l'ensemble des dysfonctionnements qui ont eu lieu.

Loin des raccourcis et de l'instrumentalisation politique d'un tel drame, les communistes appellent à un investissement massif en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et pour la sécurité de toutes : hausse des moyens humains et financiers aux services de justice et de police, médico-sociaux et de réinsertion et pour les associations féministes qui estiment à 2,6 milliards d'euros les moyens nécessaires pour lutter contre ces violences.

Les communistes combattent toutes les politiques d'austérité que prépare le gouvernement en place et qui nuiraient à l'atteinte de ces objectifs. Et nous nous lèverons contre les instrumentalisation et dérives populistes autour d'un débat qui mérite une approche aussi déterminée que rationnelle.✳

Fabien Roussel

secrétaire national du PCF
Paris, le 26 septembre 2024



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Nous sommes inquiets

Nous sommes profondément inquiets face à la composition réactionnaire du gouvernement Michel Barnier. Ce gouvernement, par sa nature libérale, menace de remettre en cause l'application concrète des conquêtes sociales fondamentales, notamment le droit à l'avortement pour lequel nous manifesterons samedi 28 septembre, un droit essentiel pour l'autonomie et la liberté des femmes. Les femmes sont les premières victimes de la casse du service public en tant qu'usagères et employées. Les difficultés d'accès à l'avortement ne feront qu'accroître les inégalités et mettre en danger la santé des femmes les plus vulnérables.

La manifestation du 28 novembre est une réponse nécessaire et légitime à ces attaques. Elle est l'occasion pour toutes les forces féministes de se mobiliser et de montrer leur détermination à défendre l'application des droits des femmes en France mais aussi partout dans le monde. Les communistes continuent de porter l'exigence d'un pôle public du médicament pour gagner en autonomie. Nous sommes inquiets des politiques austéritaires et répressives que pourrait conduire le gouvernement de Michel Barnier, qui continueraient à accentuer la fracture de la société, les femmes, très précarisées, en première ligne. Il est donc crucial de rester vigilant et de continuer à lutter pour la défense de nos droits et de nos libertés.

Le PCF réaffirme son engagement aux côtés des



femmes et de toutes les forces progressistes pour défendre le droit à l'avortement et tous les droits sociaux. Nous ne laisserons pas le gouvernement réactionnaire de Michel Barnier remettre en cause des décennies de progrès social. Ensemble, nous continuerons à nous battre pour une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire. Nous serons dans la rue le 1er octobre pour la mobilisation inter-syndicale.

Les féministes feront entendre leurs revendications d'égalité salariale et professionnelle ainsi que la nécessité d'un développement des services publics. Ensemble, nous pouvons faire entendre notre voix, montrer à ce gouvernement qu'il est le fruit d'un hold-up démocratique contraire aux résultats des urnes. ✪

Shirley Wirden

membre du Comité exécutif national

Une lutte toujours d'actualité

L'IVG est un droit fondamental ! Le 4 mars 2023, nous avons pu collectivement célébrer une victoire juridique dans la lutte pour l'accès à l'IVG en France avec sa constitutionnalisation. Pour autant, ce combat est encore et plus que jamais d'actualité. L'accès à l'IVG peut encore être un véritable parcours du combattant : clause de conscience, désinformation, accueil culpabilisant, délais trop longs. La



casse du service public, avec un manque de moyens grandissant dans le système de santé publique et une multiplication des déserts médicaux, entrave l'accès à l'IVG. Le planning familial estime à 130 le nombre de centres fermés en 15 ans. L'association vient de publier le 1^{er} baromètre sur l'accès à l'avortement, mené par l'IFOP, où sont constatées ces difficultés : 1 femme sur 3 a ressenti des pressions lors de son avortement, la moitié des femmes ayant eu recours à un IVG ont dû attendre plus de 7 jours pour obtenir un rendez-vous, au lieu des 5 jours recommandé par l'OMS. L'inscription de cette "liberté" dans la Constitution, ne garantit pas un accès effectif à l'IVG sur tout le territoire. Le droit à l'avortement ne sera pas rendu égalitaire avec seulement des avancées juridiques, de véritables moyens doivent être mis en œuvre.

La nomination du nouveau gouvernement Barnier annonce la couleur. Il incarne une politique réactionnaire et patriarcale, avec des ministres qui ont voté et se sont engagés contre l'inscription de l'IVG dans la Constitution ; un premier ministre qui entend gouverner main dans la main avec l'extrême droite ; une austérité annoncée pour les services publics et notamment pour le sec-

teur de la santé déjà en souffrance. Ces positions rétrogrades, réactionnaires et libérales rendent encore plus pressante la nécessité de continuer à mener cette lutte avec détermination.

Ce 28 septembre le MJCF se mobilise aux côtés des associations féministes partout en France pour porter nos revendications et affirmer que l'IVG est un droit fondamental !

Le MJCF revendique :

- La fin de l'austérité dans les services publics.
- L'accès effectif à l'IVG selon la méthode de son choix sur tout le territoire de manière égale.
- L'abolition de la clause de conscience pour les personnels de santé.✳



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



2, place du Colonel-Fabien -Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION:
Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Amado Lebaube,
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Pour la paix au Proche-Orient

Marre des paroles, il faut des actes concrets !

L'armée israélienne a violé les frontières libanaises. Cela fait suite à des bombardements massifs qui touchent la population civile, faisant plusieurs milliers de morts. Ce sont pour le Liban les journées les plus sanglantes depuis la fin de la guerre civile en 1990. Le gouvernement libanais estime à un million le nombre de déplacés. C'est dans une logique de guerre régionalisée que s'est aujourd'hui engagé le pouvoir d'extrême droite israélien.

Ce 1er octobre, l'Iran a décidé de lancer une vague de missiles sur plusieurs villes d'Israël et leurs populations. L'événement est sans précédent. L'embrasement n'est plus une possibilité. Il est là, sous nos yeux.

Le PCF condamne fermement l'ensemble de ces actes de guerre et ces crimes de guerre. Il exprime sa profonde solidarité avec le peuple libanais, qui voit le retour des invasions israéliennes de 1982 et de 2006, avec le peuple palestinien, qui subit l'une des pires catastrophes humaines de son histoire, avec le peuple israélien, que le gouvernement de Benjamin Netanyahu entraîne dans une guerre meurtrière, avec le peuple iranien que la dictature des mollahs prend en otage d'un conflit dont il ne veut pas.

Les provocations de l'organisation islamiste du Hezbollah ne justifient cette violation du droit international et de la souveraineté du Liban, ni les crimes de guerre qui sont commis contre la population civile. Tout comme les pogroms du Hamas le 7 octobre 2023 ne pouvaient justifier les massacres de masse à Gaza et la mise à feu et à sang de la Cisjordanie. Les Libanais doivent pouvoir vivre dans un État libre, souverain, indépendant, débarrassé des ingérences étrangères, dont les frontières internationales soient respectées. C'est la condition pour qu'ils puissent retrouver la paix civile et la démocratie.

Le gouvernement israélien de B. Netanyahu a pris délibérément le risque de jeter l'ensemble de la région dans la guerre, dans l'unique but de se maintenir au pouvoir. Alors qu'il devrait faire l'objet de sanctions internationales immédiates, il agit avec le soutien militaire des États-Unis et des pays de l'Union européenne, qui sont passés maî-



tres dans l'art de la duplicité. C'est une fuite en avant criminelle.

La France, aux côtés d'autres pays, appelle à un cessez-le-feu au Liban. Mais la réunion du Conseil de défense, le 1er octobre, n'a débouché que sur des paroles et des postures. C'est indigne de notre pays. Cela scelle son effacement.

Il faut des actes concrets, pour le Liban et comme pour Gaza, pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans toute la région. Il faut des pressions concrètes contre Netanyahu et son gouvernement de hors-la-loi qui commettent en série crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Ce pouvoir d'extrême droite, contre lequel manifeste une grande partie du peuple israélien, doit être stoppé.

Le PCF appelle à des mesures concrètes et urgentes :

- La mise en œuvre de la résolution 1701 de l'Onu permettant à la FINUL de se déployer entre le fleuve Litani et la frontière, en coordination avec les autorités libanaises. Les capacités de la FINUL doivent être renforcées et la France doit y prendre toute sa part. Seule la force internationale de l'Onu et l'armée libanaise ont le droit d'être déployées dans cette zone.

- Un cessez-le-feu immédiat, général et permanent au Liban et à Gaza et le retrait des troupes israéliennes.

- Des sanctions contre le gouvernement israélien par l'in-



terdiction d'exportation d'armes vers l'État d'Israël et la suspension de l'accord d'association UE-Israël.

- L'accès immédiat à l'aide humanitaire à Gaza et au Liban et une aide concrète aux agences de l'Onu et aux associations qui agissent dans ce sens.

- Le retour de tous les déplacés libanais et israéliens chez eux.

- La reconnaissance immédiate et inconditionnelle par la France de l'État de Palestine sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, aux côtés de l'État d'Israël

- La libération des otages israéliens détenus par le Hamas.

- La libération des prisonniers politiques palestiniens.

- La traduction de Benjamin Netanyahu, de ses complices et des dirigeants du Hamas devant la justice internationale, comme l'a demandé le procureur général de la Cour internationale de justice.

- Le soutien et la solidarité pour les forces progressistes et communistes au Liban qui luttent contre la corruption et le système confessionnel.

- L'arrêt de l'occupation et de la colonisation israéliennes en Cisjordanie, à Jérusalem Est et à Gaza comme l'a dernièrement exigé la CIJ.

- Un soutien international au mouvement des femmes, au mouvement social et aux démocrates d'Iran qui luttent courageusement pour se débarrasser de la théocratie installée à Téhéran.

- Une action concrète pour la sécurité collective régionale, en reprenant la proposition faite par la conférence d'examen du TNP sous égide de l'Onu en 2010 d'établir dans la région une ZEAN (zone exempte d'armes nucléaires) et une ZEADM (zone exempte d'armes de destruction massive). Les 5 puissances nucléaires, dont la France, ont le devoir de faire respecter cette décision.

Le PCF appelle à participer sur ces bases aux rassemblements pour un cessez-le-feu et pour la paix qui se tiendront en France ces prochains jours.

À Paris, il appelle à participer à la manifestation, samedi 5 octobre, place de la République à 14 h. 🇫🇷

Vincent Boulet